

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Leçons de Grèce

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : dimanche 21 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

A l'heure où cet article est rédigé, la crise politique et sociale bat son plein en Grèce. Il n'est pas question ici de spéculer sur son issue éventuelle. Nous proposerons dans le prochain numéro d'Unité, un article plus approfondi sur l'Histoire de ce pays, de sa gauche, de son mouvement social.

Nous pouvons cependant, d'ores et déjà, faire quelques observations et en tirer une leçon.

Les « violences » dont nos média nous rebattent les oreilles, n'ont à voir que de très loin avec les émeutes qui ont secoué nos quartiers populaires en 2005. Certes, des parallèles peuvent être fait : là-bas comme ici, c'est la mort d'un jeune assassiné par un policier qui a mis le feu aux poudres~ là-bas comme ici, les jeunes qui se révoltent voient leur avenir professionnel bouché, pris entre bas salaires et chômage de masse ~ là-bas comme ici, les méthodes d'action sont, pour une partie au moins des protagonistes, radicales voire violentes. Mais les comparaisons s'arrêtent ici.

En effet, si les causes semblent en partie similaires, le mouvement actuel en Grèce est bien plus organisé et surtout bien plus politisé, donc bien plus dangereux pour le pouvoir en place. C'est un mouvement qui s'apparente en réalité beaucoup plus à ce qu'a connu la France avec la mobilisation contre le CPE.

Car c'est bien la jeunesse scolarisée qui est le fer de lance du mouvement, notamment les lycéens. D'une révolte légitime et spontanée pour que justice soit rendue, après le meurtre de l'un de leurs camarades, la mobilisation est très vite passée à la mise en cause de la droite au pouvoir.

Mise en cause, non seulement, de la politique gouvernementale en matière d'emploi, d'éducation et de sécurité, mais mise en cause, surtout, du gouvernement de Karamanlis lui-même.

Les lycéens, rejoints par les étudiants et soutenus par les salariés, demandent sa démission pure et simple. Les syndicats de salariés ont eux-mêmes appelé à une grève générale très bien suivie.

Dans ce contexte, en reprenant le mot d'ordre de démission du gouvernement débouchant sur la tenue d'élections législatives anticipées, le parti socialiste grec nous donne une double leçon de politique et de démocratie. En effet, lorsque la crise sociale est si intense que le gouvernement en place n'est plus légitime et paraît suspendu dans le vide, la gauche ne peut pas se contenter d'une position legaliste consistant à attendre tranquillement les élections telles qu'elles sont prévues par le calendrier institutionnel. La crise ne peut se résoudre positivement que par l'appel immédiat aux urnes, par la démocratie. Le peuple doit trancher !

Rappelons nous. Au moment de la crise du CPE en France, la droite avait subi plusieurs mouvements sociaux d'ampleur et plusieurs défaites électorales (référendum, européennes, régionales). Le gouvernement de Villepin n'avait plus aucune légitimité. En n'appelant pas à des législatives anticipées, le parti socialiste a, à l'époque, donné le temps à la droite de se refaire une santé avant son élection préférée : la présidentielle. Effectivement, lors d'une élection législative, le débat porte davantage sur les projets politiques et la droite, ayant, à cette période, fait la démonstration de la dangerosité sociale de son programme, n'avait aucune chance de revenir au pouvoir. Sarkozy serait alors apparu pour ce qu'il était : le représentant du camp dont le peuple ne voulait plus.

Au lieu de cela, nous l'avons laissé se reconstruire, avec l'aide des média, une image d'homme nouveau, incarnant une pseudo rupture et donnant l'illusion de l'action. Ceci lui a permis de gagner cette élection qui dépolitise les personnes en personnalisant la politique, qui centre le débat public sur les personnalités au lieu de leur programme.

Hélas ! Nous ne pouvons pas refaire l'Histoire. Nous ne pouvons pas non plus présager de ce qui se passera en Grèce : même si elle obtient des élections, la gauche grecque ne pourra uniquement parier sur le rejet de la droite, elle devra proposer un programme pour mobiliser son camp et ainsi éviter écoeuement et abstention.

Il nous faut, par contre, retenir cette leçon de la Grèce pour l'avenir. Et, dans le climat social actuel, il se pourrait bien qu'il s'agisse d'un avenir proche.

Pour l'heure, saisissons toutes les occasions pour marquer notre solidarité avec la jeunesse et les travailleurs grecs. L'assemblée générale de l'école polytechnique d'Athènes nous appelle d'ores et déjà à une « journée de résistance » européenne et mondiale le 20 décembre 2008. Rappelons que la mobilisation de 1974, dont cette université fut l'un des fer de lance, contribua à précipiter la chute du régime des colonels.

Thomas Chavigné